



Combien coûte la production de lait ?

Les coûts de la production laitière en France – Résultats pour les années 2016 et 2017

Évolution des coûts depuis 2012, moyenne des coûts de production sur les 5 dernières années

Résultats du calcul des coûts de la production laitière sur la base des données du réseau d'information comptable agricole de l'UE (RICA) 2015





ANALYSE SCIENTIFIQUE :

Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL)

dans le réseau Die Landforscher

Heiligenstädter Str. 2, D-37130 Gleichen

Tél. : +49 559 292 7567

E-mail : kj@agrarsociologie.de

www.landforscher.de



European Milk Board (EMB)

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tél. : +32 2808 1935

Fax : +32 2808 8265

E-mail : office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org



Association des Producteurs de Lait Indépendants (APLI)

5, Impasse du Maréchal

F-55700 Stenay-France

Tél. : +33 679 620 299

E-mail : boris.gaec-du-transfo@orange.fr

www.apli-nationale.org



Organisation des Producteurs de Lait (OPL)

1, Impasse Marc Chagall

F-32022 Auch Cedex 9

Tél. : +33 473 531 089

E-mail : opl@producteurs-lait.com

www.producteurs-lait.com



France Milk Board (FMB) Grand Ouest

14, rue de Normandie

F-35133 Luitré

Tél. : +33 680 285 182

E-mail : fmb.grandouest@gmail.com

France Milk Board (FMB) Bassin Normand

Le Bourg

F-50210 Saint-Denis-le-Vêtu

Tél. : +33 683 522 217

E-mail : fmb.basnormand@orange.fr

RÉDACTION :

BAL, EMB

© 2018

Photos:

Page n° 1 : Syda Productions/Fotolia

Page n° 5 : naphtalina/istockphoto

Page n° 6 : mm_201/Fotolia

Page n° 11 : andrea cerri ferrari/Fotolia

Table des matières

Introduction	4
Les coûts de la production laitière en 2016 et 2017 en France	5
Coûts de production des 5 dernières années	6
Coût de la production laitière en 2017 dans 17 régions françaises	11
Calcul du coût du travail	15
Informations générales	18
Rapidement et régulièrement – les coûts actuels sont pertinents	18
Méthodes et données des analyses des coûts	19
Nomenclature employée pour le calcul des coûts	19
Publications sur les coûts de la production laitière en Europe	22

Introduction

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter, dans cette brochure, la deuxième édition de l'étude sur les coûts de la production laitière, fournissant des résultats actuels pour la France pour les années 2016 et 2017.

Cette étude sur les coûts de production, commanditée conjointement par l'APLI et l'OPL avec l'European Milk Board (EMB), avait été réalisée pour la première fois en 2013¹. Deux organisations importantes de producteurs laitiers, les France Milk Board (FMB) Grand Ouest et Bassin normand, ont rejoint ce projet sur les coûts et participent à la présente édition.

Il est important de travailler avec des données représentatives afin de fournir le plus de transparence possible. En effet, ces analyses ont pour but de donner aux producteurs, aux transformateurs, aux responsables politiques ainsi qu'au grand public un aperçu véritablement réaliste des coûts de la production laitière. C'est pourquoi les calculs sont effectués sur la base des données comptables représentatives et officiellement reconnues du réseau d'information comptable agricole (RICA) de la Commission européenne et des données d'Eurostat. La Commission européenne elle-même utilise ces données pour ses évalua-

tions de la situation économique des exploitations laitières et pour l'élaboration de stratégies politiques. En France, le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (Agreste) est chargé de la collecte et de l'exploitation des données. C'est donc l'Agreste, en tant qu'organe officiel de liaison au sein du RICA de l'UE, qui transmet les données à la Commission européenne, qui les intègre au réseau européen. Afin que les résultats ne perdent pas de leur actualité, les calculs incluent des analyses de tendances. Pour plus de détails à ce sujet, veuillez consulter la section *Méthodes et données des analyses des coûts* de cette brochure.

Avec cette analyse des coûts, nous souhaitons contribuer fondamentalement à étendre les connaissances sur la situation dans le secteur laitier. Plus les faits seront connus et mieux les acteurs pourront agir, que ce soit en tant que (groupe de) producteurs dans les négociations avec les transformateurs ou en tant que responsable politique dans l'élaboration du cadre législatif. C'est pourquoi nous présentons ici non seulement les résultats finaux pour les années 2016 et 2017, mais aussi l'évolution des coûts de la production laitière depuis 2012 ainsi qu'une rétrospective de l'état des prix en moyenne des cinq dernières années.

1 Jürgens, Karin ; Poppinga, Onno ; Wohlgemuth, Michael (2014) Combien coûte la production de lait ? 2^e partie : Les coûts de la production laitière en France, Édition 1 : de 2002 à 2013. Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft, Gleichen et les mêmes 2014, rapport interne sur l'actualisation du calcul des coûts de la production laitière sur la base du RICA 2010 pour l'année 2013.



Les coûts de la production laitière en 2016 et 2017 en France

Le résultat final sur la base des données du RICA pour la France donne des coûts de la production laitière pour l'année 2016 à hauteur de 44,49 centimes par kilogramme de lait et, pour 2017, de 45,14 centimes. Pendant ces deux années cependant, les producteurs de lait français ne se sont vus verser qu'un prix moyen de 30,18 centimes (2016) et de 34,42 centimes (2017) par kilogramme

de lait. En 2016, pour couvrir leurs coûts, il manquait donc aux éleveurs laitiers plus d'un tiers des coûts de production, c'est-à-dire un total de 14,31 centimes par kilogramme de lait. En 2017 aussi, année où les coûts de production ont légèrement augmenté, seuls trois quarts des coûts de production étaient couverts, avec un manque à gagner de 10,72 centimes par kilogramme de lait.

Tableau 1 : Coûts de production du lait et prix aux producteurs en 2016 et en 2017 en France

	2016	2017
Coûts de production (résultats finaux)	44,49	45,14
Prix au producteur²	30,18	34,42
Part non couverte	-32 %	-24 %

² Source : Commission européenne, MMO, prix du lait, teneur réelle en matières grasses

Pour les producteurs de lait français, la crise des prix au producteur n'était, de loin, pas encore terminée en 2017.

Pendant les deux années étudiées, le prix au producteur était tellement bas qu'il ne permettait même pas de couvrir la part des *coûts de production après déduction des recettes de la vente de bovins*, soit le montant acquitté par les éleveurs laitiers pour les intrants utilisés et les dépenses générales d'exploitation (voir tableau 2). À elle-seule, cette part des coûts représentait en 2016 une somme de 34,39 centimes par kilogramme et, en 2017, elle se montait à 35,04

centimes.³ Ainsi, avant même d'ajouter le coût du travail des agriculteurs, on observait déjà un déficit de 4,21 centimes par kilogramme de lait en moyenne en 2016. En 2017, ce déficit diminua à un niveau de 0,62 centimes par kilogramme de lait. Cela signifie que le travail des producteurs de lait n'a pas été rémunéré du tout au cours de l'année de crise 2016, ni même en 2017, et que les familles d'éleveurs laitiers ont dû vivre de leur substance économique. Cependant, même au cours des années précédentes, la situation avait souvent été assez similaire.



Coûts de production des 5 dernières années

Le tableau 2 présente les résultats finaux des coûts de la production laitière de 2012 à 2017. Afin de les déterminer, depuis 2015, un paramètre des revenus de 14,21 centimes par kilogramme de lait produit a été pris en compte pour le coût du travail des producteurs de lait indépendants.⁴ Le paramètre des revenus déterminé pour l'année 2013 est de 14,56 et pour l'année 2014 de 18,34 centimes par kilogramme. Pour l'année 2014, les données comptables de l'UE des exploitations laitières françaises affichent un nombre d'unités de main-d'œuvre familiale particulièrement élevé dans presque toutes les régions, comparé à l'année précédente et aux deux années de crise qui ont suivi. Ceci explique les différences importantes qu'affiche le coût du travail calculé pour ces années. Lorsqu'on additionne ce dernier aux seuls coûts

de production, on arrive, pour l'année 2016, tout d'abord à un total des coûts de production de 48,60 centimes par kilogramme. Après déduction des aides, le résultat final des coûts de la production laitière est de 44,49 centimes par kilogramme. Le résultat de l'analyse de tendance pour

³ Les revenus tirés des recettes de la vente de bovins sont déjà déduits de cette somme car ceci était méthodologiquement nécessaire. La raison à cela est qu'on a d'abord recensé les coûts pour l'ensemble des bovins de l'exploitation puis qu'on extrait, à l'étape suivante, les coûts occasionnés pour la production laitière en elle-même.

⁴ Calculé sur base de données de l'Institut de l'Élevage (IDELE), issues du Référentiel travail en élevages bovins lait. À noter que le temps de travail pris en compte dans le paramètre des revenus est légèrement sous-estimé (de l'ordre de 5 à 10 %), étant donné que le calcul des heures de travail retenu est basé uniquement sur le cumul du « travail d'astreinte » et du « travail de saison » (voir le chapitre « Calcul du coût du travail », p. 15).

l'année 2017 est un coût de production de 45,14 centimes par kilogramme. Les résultats annuels des deux années (2016, 2017) sont le résultat d'une étude de tendance pour les principaux moyens de production utilisés dans la production laitière, tels que les semences, les engrais, les produits phytosanitaires, l'achat d'aliments, l'entretien

des machines et des bâtiments, l'énergie et la production bovine.⁵

Dans la présente étude sur les coûts de production, les aides sont comptabilisées comme des recettes et sont donc déduites du total des coûts de production lors du calcul des résultats finaux.

Tableau 2 : Coûts de la production laitière de 2012 à 2017 (résultats finaux sur la base du RICA)

	Coûts de la production laitière de 2012 à 2017					
	En centimes par kilogramme					
	résultats finaux				2016*	2017*
	2012	2013	2014	2015		
Coûts de production après déduction des recettes de la vente de bovins	35,74	38,26	36,86	35,64	34,39	35,04
Paramètre des revenus	14,06	14,56	18,34	14,21**	14,21**	14,21**
Coût total de la production laitière	49,80	52,82	55,20	49,85	48,60	49,25
Aides (déduites)	-5,99	-5,94	-5,53	-4,11	-4,11	-4,11
Coûts de la production laitière (résultats finaux)	43,81	46,88	49,67	45,74	44,49	45,14

* 2012-2015 Résultats finaux sur la base du RICA, 2016 et 2017 calcul de tendance sur la base de données d'Eurostat, IPAMPA (IDELE) et RICA

** légère sous-estimation du temps de travail, voir note de bas de page n° 4, p. 6

De 2012 à 2015, les coûts de la production laitière se situaient entre 43,81 et 49,67 centimes par kilogramme. Sur

cette période, les aides de l'UE aux producteurs de lait ont diminué de 1,88 centimes par kilogramme de lait produit.

Pour le calcul des coûts de la production laitière en France un nouveau paramètre des revenus⁶ a été introduit. Celui-ci n'est dorénavant plus basé sur les heures de travail dans les exploitations laitières françaises telles que recensées dans le réseau d'information comptable agricole de l'UE. La nouvelle base de calcul est le Référentiel travail en élevages bovins lait de l'Institut de l'Élevage (IDELE), qui offre des données représentatives et reconnues par les experts du domaine en France.

Dans les données comptables officielles du RICA France, et dès lors également dans les données comptables de l'UE, les heures de travail de la main-d'œuvre familiale

non salariée recensée (UTAF) sont déterminées sur la base d'une semaine de travail de 35 heures habituelle en France. Avec environ 1 600 heures de travail par unité de main-d'œuvre familiale, ce chiffre représente donc de loin le nombre d'heures de travail le plus bas, en comparaison avec les autres grands pays producteurs de lait en Europe (Belgique, Danemark, Allemagne et Pays-Bas – voir tableau 3).

5 En plus de ces six intrants, une extrapolation a été réalisée pour les recettes de la vente de bovins, tandis que les autres postes de coûts ont été repris dans le calcul tels quels de 2015 et 2016, respectivement.

6 Coût du travail de la main-d'œuvre indépendante non salariée

Tableau 3 : Temps de travail fixé par la Commission européenne pour les familles d'agriculteurs du secteur laitier

	Unités de main-d'œuvre familiale non salariée enregistrées dans le RICA (en UTAF ⁷)	Ensemble des heures de travail fixées pour toutes les UTAF	Soit en heures de travail déterminées pour une UTAF (total des heures de travail/UTAF)
Belgique	1,75	4 581	2 618
Danemark	1,19	2 584	2 171
Allemagne	1,47	3 464	2 356
France	1,65	2 644	1 602
Pays-Bas	1,54	3 630	2 357

Les troupeaux de vaches exigent qu'on s'en occupe pleinement 365 jours par an. Dans tous les pays, les familles d'exploitants travaillent tous les jours dans leur exploitation. Être éleveur laitier est aujourd'hui un travail très exigeant. Ce métier nécessite non seulement des connaissances spécialisées du soin des animaux, de la culture des champs et fourragère,

de l'entretien des machines et équipements techniquement très sensibles ainsi que de la gestion entrepreneuriale de l'exploitation laitière. Il implique également la responsabilité de produire un lait de qualité pour les consommateurs et les autres acheteurs. De plus, le soin en continu des animaux représente une charge de travail importante.

Dans le cadre de l'étude sur les coûts de production du lait en France, il était donc nécessaire de trouver une approche de calcul plus réaliste pour déterminer le montant du coût du travail dans les exploitations laitières. Depuis la présente édition de l'étude sur les coûts de production de l'année 2017, la référence utilisée sont les résultats d'une étude représentative sur le temps de travail de l'Institut de l'Élevage (IDELE). En 2010, l'IDELE a réalisé une enquête sur les heures de travail dans 190 exploitations laitières, selon une méthode reconnue en France (méthode Bilan Travail). L'échantillon des exploitations choisies pour la dite enquête correspond à la répartition régionale réelle des exploitations laitières en France. En outre, les heures de travail sont présentées de façon différenciée pour les exploitations laitières en zone de montagne et en zone de plaine, dont le nombre d'unités de main-d'œuvre et de degré de spécialisation différent.

Sur la base de la nouvelle méthode de calcul, la moyenne pondérée du paramètre des revenus déterminé pour les exploitations laitières spécialisées en France

s'élève à 14,21 centimes par kilogramme de lait.⁸ Pour le calcul de ce paramètre des revenus, un temps de travail moyen de 2 096 heures a été pris en compte par unité de main-d'œuvre non salariée dans les exploitations laitières spécialisées en zone de plaine et de 2 156 heures pour celles situées en zone de montagne. La valeur d'une heure de travail a été fixée à 1,5 fois le salaire minimum (SMIC), en prenant en compte toutes les cotisations sociales (y compris la part de l'employeur et la part du salarié – voir aussi le paragraphe sur les méthodes et les données).

7 Unités de travail annuel familial

8 Avec la présente édition de l'étude sur les coûts de production en 2017, les résultats des coûts de production du lait en France de 2012 à 2016, publiés en octobre 2017 dans un aperçu général sur les coûts de production, ont dès lors été revus à la hausse (cf. «What is the cost of producing milk? – Calculation of milk production costs based on the Farm Accountancy Data Network (FADN) in Belgium, Denmark, France, Germany, Netherlands, BAL, EMB 2017»). Dans les analyses réalisées en vue de comparer les coûts de production des cinq pays européens, le paramètre des revenus calculé pour la France avait encore été réalisé sur la base des données recensées dans le RICA (2017), menant à un coût du travail de 10,74 centimes et, par conséquent, à un résultat final des coûts de la production laitière de 41,02 centimes.

Le tableau 4 compare les coûts de la production laitière de 2013 à 2017 et les prix du lait au cours de ces cinq années. Il montre clairement que les coûts de la production laitière n'ont été couverts pendant aucune des cinq dernières années. Au cours des cinq dernières années, la production laitière n'était plus rentable pour les familles d'éleveurs laitiers en France.

Afin que leur travail soit correctement rémunéré à hauteur de 1,5 fois le salaire minimum, il aurait fallu que les producteurs de lait se voient verser au moins 46,38 centimes par kilogramme de lait produit en moyenne sur les

cinq dernières années. Les prix du lait sont toutefois restés chaque année nettement inférieurs à cette valeur moyenne.

Le nombre élevé des cessations d'activité au cours des dernières années montre bien la difficulté de la situation économique des producteurs. En effet, le nombre des exploitations laitières en France a baissé de 10 % de 2010 à 2015, passant de 50 266 à 45 054 ; en 2016, l'Agreste prévoyait la fermeture de 1 224 exploitations supplémentaires, ce qui amène le total à 43 830 exploitations. Par comparaison, la France comptait encore 76 347 exploitations laitières en l'an 2000.⁹

Tableau 4 : Part non couverte des coûts de la production laitière en moyenne sur 5 ans (de 2013 à 2017)

	Coûts de production et prix du lait au producteur de 2013 à 2017 en France					Moyenne sur 5 ans
	2013	2014	2015	2016	2017	
Coûts de la production laitière (résultats finaux)	46,88	49,67	45,74	44,49	45,14	46,38
Prix du lait au producteur	35,30	37,34	32,29	30,18	34,42	33,91
Pourcentage non couvert des coûts	-25 %	-25 %	-29 %	-32 %	-24 %	-27 %
Part non couverte des coûts en centimes par kilogramme	-11,58	-12,33	-13,45	-14,31	-10,72	-12,47

* (Source : MMO de l'UE, teneur naturelle en m.g. et protéines)

La comparaison des prix payés aux producteurs et des coûts de la production laitière dans le tableau 4 montre très clairement que la rémunération du travail des éleveurs laitiers dans les exploitations est, depuis des années, très loin d'être équitable.

En prenant en compte une rémunération équitable des producteurs de lait sur la base de 1,5 fois le salaire minimum, pour la deuxième année de crise 2016 on obtient même un résultat final correspondant à un déficit de couverture des coûts de la production laitière de presque 14 centimes par kilogramme de lait produit. Sur les 5 dernières années, il a manqué aux producteurs de lait français en moyenne environ 12,47 centimes pour chaque kilogramme de lait pour être rémunérés équitablement.

Le tableau 5 indique l'évolution détaillée des coûts des intrants et des dépenses générales d'exploitation au cours des 5 dernières années et les compare ici aussi aux prix du lait payés aux producteurs. Rien que les dépenses d'achat de fourrage constituent près de la moitié des coûts des intrants. En effet, en 2014, ils se montaient encore à 10,01 centimes ; pendant les deux années de la crise des prix au producteur en 2015 et 2016, les producteurs de lait ont réduit les dépenses de fourrage à jusqu'à 8,03 centimes par kilogramme. La

⁹ Source : Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) – Résultats 2016 et estimations 2016. Agreste, Chiffres et Données Agriculture n° 238, p. 30.

hausse plus marquée des dépenses générales d'exploitation en 2013 est surtout due à des amortissements plus élevés et à des frais pour prestataires de services.

Pendant les deux années de la crise des prix au producteur en 2015 et 2016, les producteurs de lait ne pouvaient

plus investir, en raison des prix très bas. Le montant des amortissements a donc à nouveau baissé en conséquence. Contraints de faire des économies, les producteurs de lait ont en outre surtout réduit leurs dépenses pour les prestataires de services et les autres frais généraux.

Tableau 5 : Évolution des coûts des intrants et des dépenses générales d'exploitation en France de 2013 à 2017

France	2013	2014	2015	2016	2017
Coûts des intrants :					
Semences, engrais, produits phytosanitaires, achats de fourrage, dépenses pour l'entretien des machines et équipements et énergie (2016 et 2017 analyse de tendance)	19,97	20,15	19,07	17,75	18,39
Dépenses générales d'exploitation :					
autres coûts spécifiques pour la production végétale et animale et tous les postes de dépenses non spécifiques comme les prestataires de services, les autres frais généraux, salaires, fermage, intérêts et impôts (situation 2015)	26,21	23,89	23,59	23,59	23,59
Total des coûts de production nets (coûts à effet de trésorerie)	46,18	44,04	42,66	41,34	41,98
Recettes de la vente de bovins (déduites)	-7,92	-7,18	-7,02	-6,95	-6,94
Coûts de production après déduction des recettes de la vente de bovins (sans coût de la main-d'œuvre)	38,26	36,86	35,64	34,39	35,04
Prix du lait au producteur (Source : MMO de l'UE, teneur naturelle en m.g. et protéines)	35,30	37,34	32,29	30,18	34,42
Déficit en centimes par kilogramme	-2,96	0,48	-3,35	-4,21	-0,62
Pourcentage de déficit	-8 %	1 %	-9 %	-12 %	-2 %

« Même les seuls coûts de la production laitière n'ont été couverts qu'une année sur cinq. »

Les résultats sont alarmants. De plus, comme le montre le tableau 5, les prix payés aux producteurs n'ont permis de couvrir le poste de dépense « coûts de production après déduction des recettes de la vente de bovins », c'est-à-dire les seuls coûts des intrants et les frais généraux nécessaires pour la production de lait, que pour la seule année 2014.

Le calcul des coûts est uniquement fondé sur la moyenne des élevages laitiers professionnels spécialisés en France.

Le calcul des résultats finaux prend en compte les données de toutes les exploitations laitières spécialisées dans un total de 17 régions françaises (Alsace, Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes, voir aussi les tableaux 6 et 7).



Coût de la production laitière en 2017 dans 17 régions françaises

Le niveau des coûts de production est très variable dans les différentes régions françaises (cf. tableaux 6 et 7). Cela s'explique par les grandes disparités structurelles entre les régions de France. En 2017, le coût de la production laitière variait entre 39,56 centimes par kilogramme en Bretagne et 59,26 centimes par kilogramme en Rhône-Alpes. Outre des coûts de main-d'œuvre supérieurs de plus de 8 centimes par kilogramme de lait produit, ces écarts de coûts importants de l'ordre de plus de 20 centimes au total étaient dus aux écarts de coûts pour les achats de fourrage, l'entretien, les amortissements, les frais généraux annexes et les prestataires de services. Cependant, lors de l'évaluation des résultats, il convient de prendre en compte aussi l'effet causé par une production inférieure d'un tiers des exploitations laitières de la région Rhône-Alpes, ce qui rend la production d'un kilogramme de lait proportionnellement plus chère.

Toutefois, en raison des prix très bas payés aux producteurs, le déficit de couverture des coûts de la production laitière en Bretagne était, avec 19 %, tout de même 4 % et 5 % plus élevé qu'en Champagne-Ardenne et en Lorraine, respectivement, même si les coûts de production sont près de 3 centimes plus élevés dans ces deux régions. Les prix payés aux producteurs sont, dans ces régions, près de 5 centimes plus élevés qu'en Bretagne.

Tableau 6 : Coût de la production laitière et prix du lait au producteur dans différentes régions françaises

Bassin laitier	Grand Ouest			Normandie			Grand Est		
Departement	Pays de la Loire	Bretagne	Basse-Normandie	Haute-Normandie	Champagne-Ardenne	Lorraine	Alsace	Franche-Comté	Bourgogne
Vaches laitières	62	61	65	75	68	64	58	54	73
Rendement laitier	7.232	7.494	6.383	6.388	7.015	7.274	7.229	6.470	6.859
MO Familiale	1,85	1,64	1,61	1,75	1,79	1,82	1,65	1,7	1,84
SA en ha	100	78	93	103	145	135	85	116	136
Part du lait dans les recettes	68 %	71 %	70 %	61 %	64 %	67 %	74 %	78 %	75 %
Intrants¹⁰	17,16	15,37	19,12	21,07	19,51	22,02	20,43	20,59	19,85
Frais généraux d'exploitation ¹¹	22,44	21,42	24,72	25,28	25,99	21,54	24,83	29,30	26,21
Recettes de la vente de bovins (déduites)	-7,49	-6,73	-8,31	-8,67	-9,31	-8,40	-4,03	-8,60	-8,18
Coûts de production après déduction des recettes vente de bovins (sans coût de la MO)	32,11	30,06	35,53	37,68	36,19	35,16	41,23	41,29	37,88
Prix du lait au producteur (prix 38-32, dans le bassin laitier)¹²	32,17	32,17	32,23	32,23	37,07	37,07	37,07	37,07	37,07
Déficit 2017 (sans prise en compte du coût de la main-d'œuvre)	+0,19 %	+7,02 %	-9,29 %	-14,46 %	+2,43 %	+5,43 %	-10,09 %	-10,22 %	-2,14 %

Suite à la prochaine page

10 Semences, engrais, produits phytosanitaires, achats de fourrage, entretien des machines et équipements (2016/17, chiffres prévisionnels).

11 Autres coûts spécifiques pour la production végétale et animale, autres frais généraux, salaires, fermage, intérêts et impôts (situation 2015).

12 Source : Agreste 2018, Agreste conjoncture lait, infos rapides 01/11. Il s'agit du prix moyen des mois de janvier à novembre 2017.

Bassin laitier	Grand Ouest			Normandie			Grand Est		
Departement	Pays de la Loire	Bretagne	Basse-Normandie	Haute-Normandie	Champagne-Ardenne	Lorraine	Alsace	Franche-Comté	Bourgogne
Paramètre des revenus (coût de la main-d'œuvre)	13,32	12,08	13,01	10,63	11,39	12,83	13,80	18,61	12,99
Coût total de la production laitière	45,43	42,14	48,54	48,31	47,58	47,99	55,03	59,90	50,87
Aides (déduites)	-3,04	-2,58	-3,56	-3,11	-4,21	-4,77	-4,09	-6,53	-4,13
Coût de la production laitière (résultat final)	42,39	39,56	44,98	45,20	43,37	43,22	50,94	53,37	46,74
Part non couverte des coûts	-24 %	-19 %	-28 %	-29 %	-15 %	-14 %	-27 %	-31 %	-21 %

Tableau 7 : Coût de la production laitière et prix du lait au producteur dans différentes régions françaises

Bassin laitier	Nord-Picardie		Sud-Est	Sud-Ouest		Auvergne-Limousin	Charentes-Poitou	Centre
Departement	Nord-Pas-de Calais	Picardie	Rhône-Alpes	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Auvergne	Poitou-Charentes	Centre
Vaches laitières	61	71	49	61	53	45	72	80
Rendement laitier	7.442	7.303	6.544	7.760	6.868	5.865	7.692	8.080
MO Familiale	1,54	1,58	1,61	1,60	1,57	1,44	1,71	2,09
SA en ha	74	107	88	82	70	72	109	118
Part du lait dans les recettes	64 %	63 %	85 %	72 %	83 %	86 %	72 %	78 %

Suite à la prochaine page

Bassin laitier	Nord-Picardie		Sud-Est	Sud-Ouest		Auvergne-Limousin	Charentes-Poitou	Centre
Departement	Nord-Pas-de-Calais	Picardie	Rhône-Alpes	Aquitaine	Midi-Pyrénées	Auvergne	Poitou-Charentes	Centre
Intrants¹³	18,42	21,15	22,44	19,55	17,46	19,10	18,59	17,30
Frais généraux d'exploitation ¹⁴	21,15	21,02	29,65	18,62	21,92	26,85	17,88	18,87
Recettes de la vente de bovins (déduites)	-6,19	-6,14	-5,97	-3,68	-4,39	-6,53	-4,10	-3,93
Coûts de production après déduction des recettes vente de bovins (sans coût de la MO)	33,38	36,03	46,12	34,49	34,99	39,42	32,37	32,24
Prix du lait au producteur (prix 38-32, dans le bassin laitier)	32,43	32,43	36,78	32,42	32,42	32,72	31,80	32,64
Déficit 2017 (sans prise en compte du coût de la main-d'œuvre)	-2,85 %	-9,99 %	-20,25 %	-6,00 %	-7,34 %	-17,00 %	-1,76 %	+1,24 %
Paramètre des revenus (coût de la main-d'œuvre)	11,14	9,19	20,83	11,89	17,36	22,68	10,62	11,86
Coût total de la production laitière	44,52	45,22	66,95	46,38	52,35	62,10	42,99	44,10
Aides (déduites)	-2,72	-2,84	-7,69	-3,35	-5,30	-8,40	-3,05	-3,05
Coût de la production laitière (résultat final)	41,80	42,38	59,26	43,03	47,05	53,70	39,94	41,05
Part non couverte des coûts de la production laitière	-22 %	-23 %	-38 %	-25 %	-31 %	-39 %	-20 %	-20 %

¹³ Semences, engrais, produits phytosanitaires, achats de fourrage, entretien des machines et équipements (2016/17, chiffres prévisionnels).

¹⁴ Autres coûts spécifiques pour la production végétale et animale, autres frais généraux, salaires, fermage, intérêts et impôts (situation 2015).

Calcul du coût du travail

Comment déterminer un montant approprié pour le coût du travail des producteurs de lait indépendants ?

Les analyses scientifiques sur les coûts de production procèdent de manière très variée pour déterminer les coûts de la main-d'œuvre dans la production laitière. Il existe différentes conceptions de la valorisation du travail. Dans les études sur les coûts de production du BAL, réalisées à la demande de l'EMB, le calcul du coût de la main-d'œuvre des éleveurs laitiers indépendants se fait au moyen d'un paramètre des revenus propre.

On utilise pour cela comme référence les conventions collectives en vigueur dans le secteur agricole des différents pays, car ceux-ci permettent de déterminer la valeur de l'heure de travail du gérant de l'exploitation et des membres de sa famille qui travaillent dans l'exploitation, sur la base de leurs qualifications et de leurs domaines de compétence (p. ex. fonctions dirigeantes, gestion responsable de l'ensemble de l'exploitation). Les méthodes utilisées ne sont pas seulement établies, il s'agit ici de normes de la valeur du travail convenues entre les agriculteurs indépendants, dans leur rôle d'employeur, et leurs employés.

En France, il est établi de calculer le coût du travail des producteurs de lait et des membres de leur famille qui travaillent dans l'exploitation sur la base de 1,5 fois le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Dans le présent calcul des coûts, on a déterminé de cette façon un paramètre des revenus de 14,31 centimes par kilogramme de lait pour l'année 2015.¹⁵ Pour les années 2016 et 2017, le paramètre des revenus n'est pas extrapolé dans le cadre des analyses de tendance. En général, seules les cotisations salariales à la charge du salarié sont prises en compte dans le calcul du SMIC. Cependant, dans le calcul du paramètre des revenus pour les coûts de production du lait, les cotisations patronales ont également été prises en compte, étant donné qu'en cas d'embauche, ces cotisations sociales seraient également dues par les exploitations laitières.

La référence utilisée pour le calcul des heures de travail est une enquête réalisée par l'IDELE (2011), fournissant des données représentatives sur le temps de travail dans les exploitations laitières spécialisées de différentes dimensions économiques dans les zones de montagne et de plaine en France (méthode Bilan Travail, Référentiel travail en élevages bovin, chapitre 5, tableaux page 28 et 29). Cette enquête sur le temps de travail de l'IDELE est reconnue par les experts du domaine en France.

- Sur la base des heures de travail déterminées par l'IDELE pour l'année 2011 pour les exploitations laitières spécia-

lisées avec 1 à 3,6 unités de main-d'œuvre familiale, une moyenne pondérée pour une unité de main-d'œuvre non salariée a été calculée pour les exploitations laitières en zone de montagne et en zone de plaine. Cela permet de prendre en compte également les différences structurelles entre les exploitations de différentes dimensions économiques.

- Dans l'enquête Bilan Travail, le travail d'astreinte (TA), comme par exemple la traite ou l'alimentation des animaux, a été quantifié en heures par jour.
- Le travail de saison (TS), tel que la récolte des fourrages et l'entretien des pâtures, a été quantifié en journées de travail avec un maximum de 8 heures journalières.
- En l'absence d'estimation d'une partie des tâches volontairement non comptabilisées dans la méthode Bilan Travail (entretien du matériel et des bâtiments, ...), le calcul des heures de travail retenu est basé sur le cumul du TA et du TS, ce qui entraîne une légère sous-estimation du temps de travail de l'ordre de 5 à 10 %.
- L'enquête sur le temps de travail de l'IDELE date de 2010. L'étude sur les coûts de production est quant à elle basée sur les données comptables de 2015. Pour cette raison, une majoration de 2 % des heures de travail a été appliquée pour chaque année de 2011 à 2015, afin de prendre en compte l'agrandissement des cheptels d'en moyenne 2 vaches laitières par an.
- Dans une prochaine étape, les heures de travail moyennes dans les exploitations laitières spécialisées en zone de montagne et en zone de plaine, telles que déterminées sur la base du Bilan Travail, ont été attribuées aux différentes régions de France reprises dans le RICA. Sur cette base, le nombre total des heures de travail a été calculé à l'aide du nombre d'unités de main-d'œuvre familiale (UTAF) dans les différentes régions françaises.
- Le paramètre des revenus utilisé dans la présente étude prend en compte uniquement le coût du travail en lien avec la production laitière, le coût du travail se référant à toutes les autres activités de l'exploitation étant dé-

¹⁵ La référence utilisée pour le calcul du paramètre des revenus sont deux méthodes de l'Institut de l'Élevage (IDELE) de 2012 et 2011 : Coût de production en élevage de bovin lait. Manuel de référence de la méthode proposée par l'Institut de l'Élevage ainsi que le Référentiel travail en élevages bovins lait – Synthèse de 190 Bilans Travail. Dans le cadre de la présente étude sur les coûts de production, nous avons pris contact avec Monsieur Emmanuel Béguin, chef du service Approches sociales et travail en élevage à l'IDELE, qui a émis une recommandation quant à l'utilisation des données sur le temps de travail recueillies dans le cadre du Bilan Travail pour le calcul du coût du travail dans la présente étude sur les coûts de production.

duit sur la base d'une clé de répartition (voir schéma de calcul).

Le calcul du paramètre des revenus dans la présente étude sur les coûts de production en France est basé sur un salaire horaire de 22,17 euros. Celui-ci a été calculé sur la base de 1,5 fois le salaire minimum actuellement en vigueur (9,76 euros). On y a ensuite ajouté une majoration de 8 % pour 15 ans d'expérience professionnelle, habituelle dans les calculs tarifaires, et intégré les cotisations patronales (brut, brut) d'un total de 40,24 %. Comme les heures de travail ont été déterminées pour l'ensemble de l'exploitation et que les coûts de main-d'œuvre devraient, en

conséquence, être imputés à l'ensemble de l'exploitation, seuls 73 % de ce paramètre des revenus (14,21 €/h), correspondant à la part du lait dans l'ensemble des revenus, ont été intégrés en tant que coûts de main-d'œuvre pour la production laitière.

La plupart des exploitations laitières ont une organisation familiale avec une main-d'œuvre familiale de 1,65 sur un total de 1,86 (cf. tableau 9). L'exploitation laitière moyenne en France a une superficie comparativement importante et dispose d'un troupeau de 59 vaches laitières. En 2015, le rendement laitier moyen était de 6 949 kilogrammes par an.

Tableau 8 : Indicateurs pris en compte dans l'étude sur les coûts de production du BAL pour le calcul des coûts du travail en France

	Pays	France
Unités de main-d'œuvre familiale (RICA)		1,65
Heures de main-d'œuvre familiale (moyenne pondérée, base Bilan Travail, IDELE)		3.493
Paramètre des revenus calculé (par heure, sur la base de 1,5 SMIC + cotisations sociales patronales)		22,17 €
Part des revenus de la production laitière en 2015		73 %
Part des coûts du travail dans la production laitière		14,21 €/h

Tableau 9 : Structures des exploitations laitières (exploitations moyennes, situation 2015)

	Pays	France
Surface agricole en hectares		91
Vaches laitières		59
Rendement laitier (kg)		6,949
Main-d'œuvre totale (UTA)		1,86
Main-d'œuvre familiale (UTAF)		1,65

Le calcul des coûts n'intègre que la part des dépenses d'exploitation qui est imputable à la production laitière dans les exploitations laitières spécialisées. Ceci est nécessaire, car le RICA reprend les chiffres du compte de résultat pour l'exploitation dans son ensemble. Comme les bovins sont pratiquement les seuls herbivores (99 %) élevés dans les exploitations laitières françaises, les coûts pour l'achat de fourrage ont été presque intégralement comptabilisés. Parmi les intrants utilisés entre autres pour la production d'aliments de base (coûts spécifiques pour les semences, les engrais et les produits phytosanitaires ainsi que les autres coûts de la production végétale), 78 % ont été imputés à la production laitière. Puisque la grande majorité du cheptel est constituée par

Suite à la prochaine page

des bovins, les autres coûts de la production animale ont aussi été comptabilisés dans leur quasi-intégralité (à 99 %). La part de la production bovine et laitière combinée représentait 88 % des revenus des exploitations en 2015, de sorte que les coûts non spécifiques pour l'entretien des bâtiments et des machines, l'énergie, les prestataires de services, les salaires, les impôts, le fermage, les intérêts et les amortissements sont imputés à cette part de la production laitière (tableau 10).

Comme les exploitations laitières spécialisées en France n'ont tiré que 73 % de leurs revenus en moyenne du lait en 2015, les aides et le paramètre des revenus ont été répartis sur la base de cette formule de répartition.

La méthode de calcul et les clés de répartition utilisées sont indiquées dans le schéma de la page 20.

Comme les coûts de production sont d'abord déterminés pour tous les bovins de l'exploitation, les recettes que l'exploitation tire de la production de bovins (p. ex. la vente de veaux, les animaux destinés à l'engraissement ou à la reproduction) sont déduites dans un deuxième temps. On obtient alors les seuls coûts de la production laitière. De plus, les coûts par kilogramme de lait se rapportent uniquement au lait vendu et ne comportent pas le lait utilisé dans l'exploitation (p. ex. pour nourrir les veaux).

Les coûts indiqués sont des montants nets hors taxes et se réfèrent à un équivalent-lait avec 33 g de protéines et 40 g de matière grasse.

Tableau 10 : Coefficients de répartition des postes de dépense

Coûts des	Coefficient de répartition
Achats de fourrage	99,8 %
Intrants pour la production d'aliments de base (semences, engrais, produits phytosanitaires, autres coûts de la production végétale)	78,2 %
Autres coûts de la production animale (p. ex. vétérinaire, insémination)	98,7 %
Coûts non spécifiques (entretien des bâtiments et machines, énergie, prestataires de services, salaires, impôts, fermage et intérêts et amortissements)	87,7 %
Aides et paramètre des revenus	73,0 %

Les résultats finaux ne tiennent pas compte des charges supplétives pour les terres et le capital (tableau 11).

Celles-ci sont calculées pour l'année 2015 et ne sont pas extrapolées.

Tableau 11 : Charges supplétives en France pour 2015-2017

Charges supplétives en centimes/kg		
Terres (paramètre du fermage)	Capital (paramètre des intérêts)	Somme
0,31	0,56	0,87

Information générales

Les calculs des coûts pour les associations membres de l'EMB sont réalisés pour les principaux pays producteurs de lait dans l'UE à l'aide des mêmes méthodes et sur la base de données officielles et représentatives de l'UE. Actuellement, les associations de producteurs de lait de sept pays européens (Belgique, Danemark, Allemagne, France, Luxembourg, Italie et Pays-Bas) participent à ce projet commun. Il n'est pas possible d'expliquer les problèmes économiques que connaissent les producteurs de lait sans prendre en compte l'évolution des coûts. L'observation des seuls prix payés aux producteurs ne suffit pas. Les études sur les coûts utilisent des données représentatives et à caractère universel et les calculs sont actualisés régulièrement. Il est ainsi possible de donner la mesure, en toute transparence, de la situation macro-économique de la production laitière aux décideurs politiques ainsi qu'à l'opinion publique et à divers partenaires économiques.

De plus, l'observation précise et systématique de l'évolution des coûts de production est une aide précieuse pour les agriculteurs, afin qu'ils puissent orienter leur action économique sur les marchés et renforcer leur position : depuis l'entrée en vigueur du paquet lait de l'UE en 2012, les producteurs de lait ont la possibilité de constituer des organisations de producteurs de lait et de négocier collectivement les prix du lait avec les entreprises de transformation

du lait. Pour cela, des connaissances fiables des coûts de production sont un facteur important.

Les résultats des coûts de la production laitière dans différents pays européens sont publiés régulièrement depuis 2013 dans les rapports « Combien coûte la production de lait ?! » du BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft). Ceux-ci contiennent des chiffres détaillés et des faits probants sur l'état et l'évolution des coûts dans des exploitations laitières de taille variable des différentes régions des États membres de l'UE. Pour les lecteurs qui recherchent un aperçu rapide, les associations de producteurs de lait participantes publient des brochures succinctes contenant les informations et les résultats les plus importants et l'European Milk Board édite des fiches descriptives donnant une vue d'ensemble rapide des chiffres.

Vous pouvez trouver l'ensemble des publications à l'adresse <http://www.europeanmilkboard.org/fr/couts-de-production-du-lait.html>. Une liste de l'ensemble des publications est fournie à la dernière page de ce rapport.

Rapidement et régulièrement – les coûts actuels sont pertinents

Pour les associations de producteurs de lait de l'EMB, il est très important de disposer de données récentes et régulièrement actualisées et d'analyses transversales sur l'évolution des coûts. C'est en effet le seul moyen de pouvoir agir de manière appropriée au niveau de la politique agricole plutôt que de réagir trop tard. Ces informations revêtent une importance croissante pour les exploitations afin qu'elles puissent calquer leurs stratégies sur la réalité économique. À partir du moment où celles-ci sont organisées en *groupement de producteurs*, ces informations peuvent contribuer à revendiquer des prix équitables face aux acheteurs du lait.

D'un point de vue économique, il est indispensable de connaître les coûts de production. Mais il doit également être possible de s'orienter sur les coûts lors de négociations sur les prix. C'est là que se révèle un problème de taille : en règle générale, les laiteries et les agriculteurs ne négocient pas le prix au préalable. Il est pratiquement impossible pour les éleveurs laitiers de négocier avec les laiteries un prix qui

s'oriente sur les coûts de production. On leur verse ce qu'il reste au bout du compte à l'entreprise de transformation. Si l'offre dépasse la demande sur le marché du lait et que les recettes des laiteries baissent, les producteurs de lait subissent l'essentiel des pertes. Toutefois, il est difficile pour les éleveurs laitiers d'ajuster l'offre car il n'existe pas de mécanismes de régulation communs sur l'ensemble du marché.

De même, l'UE publie les résultats de l'état des coûts une fois par an. L'EU Dairy farms report de la Commission européenne fournit des informations sur les pays de production laitière de l'UE sur la base des données du RICA. Ces analyses servent aux institutions politiques d'aide décisionnelle dans le cadre de l'élaboration de stratégies. Il y a ici toutefois un gros défaut d'actualité. Le rapport de l'UE le plus récent, de 2016, repose encore sur l'exploitation des données comptables de 2013 et ne propose qu'une analyse succincte des tendances des coûts de la production laitière jusqu'en 2014 (Commission européenne 2016)¹⁶. Au regard de l'extrême

volatilité de l'évolution des marchés du lait, les déclarations statistiques exprimées ici sont clairement obsolètes. Elles

n'ont que peu à voir avec la réalité économique actuelle des exploitations laitières.

Méthodes et données des analyses des coûts

Les données utilisées pour le présent calcul des coûts sont des données comptables officielles sur les exploitations laitières spécialisées, collectées par le réseau d'information comptable agricole de l'UE (RICA). Nous les avons choisies pour les calculs des coûts car elles ont un caractère universel et parce qu'il s'agit de la seule source qui fournisse des données représentatives et comparables pour tous

les États membres de l'UE. Les données du RICA sont collectées et vérifiées par les organes officiels de liaison (en France, RICA France de l'AGRESTE) puis transmises à la Commission européenne.

Les exploitations recensées dans le RICA sont choisies dans le but de refléter de manière représentative les structures économiques véritables des exploitations laitières.

Nomenclature employée pour le calcul des coûts

Outre les données sur la structure des exploitations agricoles (main-d'œuvre, surface, taille du troupeau, cheptel, etc.), le RICA fournit également tous les chiffres importants sur le compte de résultat de l'exploitation. Tous les chiffres importants ayant trait aux coûts spécifiques et non spécifiques sont donc disponibles et sont pris en compte dans le calcul des coûts (cf. aperçu du schéma de calcul). La nomenclature employée dans le calcul des coûts est représentée dans l'aperçu des pages 20 et 21.

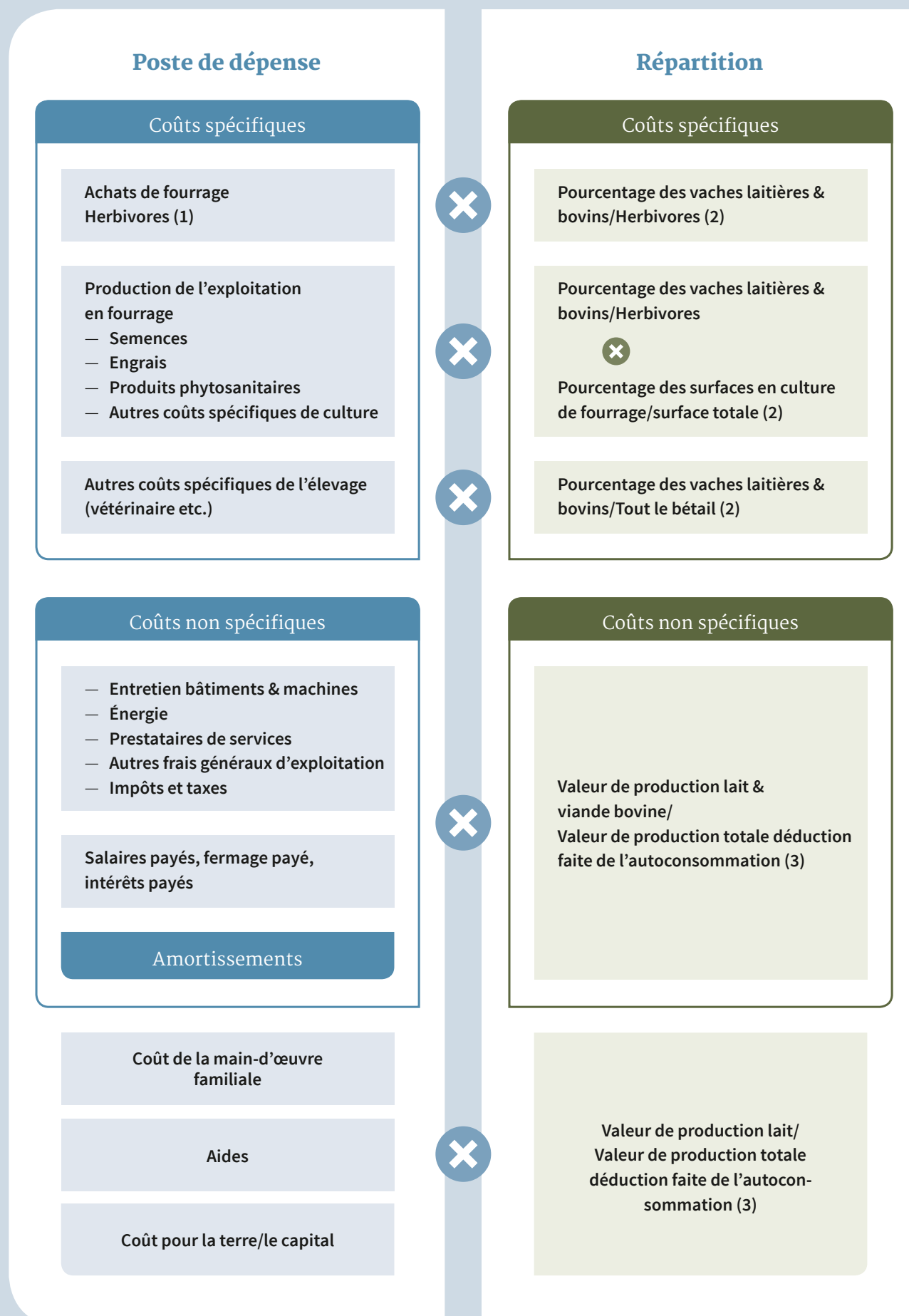
- Le résultat final sur les coûts de la production laitière est le résultat d'une extrapolation des données enregistrées dans le RICA pour l'année 2015 et il est obtenu après avoir déduit les aides de l'UE du coût total de la production laitière de l'exploitation.
- La méthode d'extrapolation (procédé analogique) emploie l'indice des prix publié régulièrement par Eurostat pour les principaux intrants agricoles utilisés dans la production de lait. Ceux-ci incluent les semences, engrais, produits phytosanitaires, les achats de fourrage, l'entretien des machines et équipements ainsi que l'énergie et les recettes de la production de bovins. Lors de l'extrapolation, on ne se contente pas d'ajouter ou de soustraire les variations actuelles des prix. Il s'agit davantage de reproduire par calcul, au moyen d'états des prix similaires au cours des années passées, la façon dont les exploitations laitières ont réagi dans leur fonctionnement aux variations des prix.
- Dans le concept méthodologique de cette analyse, les aides sont considérées comme des revenus des exploitations laitières.
- Le coût total de la production laitière comprend tous les coûts de production spécifiques et toutes les dépenses générales d'exploitation occasionnés par la production d'un kilogramme de lait (voir aperçu).

- On déduit toutefois les recettes de la vente de veaux et d'animaux destinés à la reproduction ou à l'abattage.
- On intègre dans le coût total de la production laitière un paramètre de revenus pour le coût du travail de la famille de l'exploitant indépendant. Ce paramètre de revenus correspond à la valeur qu'aurait le travail de la famille du chef d'exploitation pour un kilogramme de lait produit s'il était mesuré à l'aune des normes tarifaires reconnues en fonction de la qualification et des fonctions exercées. Les cotisations patronales sont également prises en compte dans le paramètre des revenus car ces cotisations sociales seraient aussi dues par les exploitations laitières en cas d'embauche. On considère que le chef d'exploitation représente un emploi à plein temps dans l'exploitation laitière. Toutes les heures de travail supplémentaires enregistrées dans le RICA sont attribuées aux membres de sa famille.

La nomenclature et la méthodologie utilisées pour le calcul des coûts ont été vérifiées et approuvées par des experts indépendants avant la publication de la première expertise sur les coûts de la production laitière en Allemagne en 2013. Par principe, le calcul des coûts de production est étroitement axé sur la méthode présentée dans le EU-Dairy-Farms-Report de la Direction générale de l'agriculture (DG Agri) de la Commission européenne.

16 Commission européenne 2016, EU Dairy farms report, sur la base du RICA 2013.

Aperçu 1 : Schéma utilisé pour calculer les coûts de production du lait, adapté sur la base RICA/UE



Coût total de la production laitière

—
Dédution de
la valeur du pro-
duit de la viande
bovine (4)

+
Paramètre
des revenus (6)

—
Aides

—
Charges supplé-
tives pour la terre
et le capital (7)

=

Coûts de
production pour
le lait vendu (5)

Adaptations/Légende

- 1 : Les coûts en achat de fourrage se calculent à partir de l'ensemble des coûts pour herbivores. L'UE utilise des données individuelles.
- 2 : La répartition des coûts pour le fourrage acheté et produit et les autres coûts spécifiques de l'élevage se base sur tous les bovins de l'exploitation. L'UE utilise des unités de bétail laitier.
- 3 : La répartition de ces groupes de coûts s'effectue en divisant la valeur de la production du lait (et de la viande bovine) par la valeur de la production totale à laquelle a été soustraite l'autoconsommation. L'UE inclut dans ce groupe les aides du lait et les aides totales, mais pas la viande bovine.
- 4 : Le concept de l'UE ne prévoit pas la déduction des recettes annexes du sous-produit bovin.
- 5 : Les coûts sont calculés pour le lait vendu et pas pour tout le lait produit dans l'exploitation (comme le fait l'UE).
- 6 : Paramètre des revenus : La présente expertise applique une évaluation qui lui est propre pour calculer le coût de la main-d'œuvre des exploitants indépendants.
- 7 : Les charges supplétives pour la terre et le capital sont présentées séparément des coûts globaux de la production laitière.

Publications sur les coûts de la production laitière en Europe

Pays	Année de calcul	Publications disponibles	Traduites en
Belgique			
	2016	Actualisation de l'étude sur les coûts	DE, FR
	2016	Brochure sur l'étude sur les coûts	DE, FR
	2016	Fiche descriptive sur l'étude	DE, EN, FR
	2014	Étude sur le coût de la production laitière en Belgique	DE, FR
	2014	Brochure sur l'étude sur les coûts	FR, NL, DE
Danemark			
	2016	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière au Danemark	DE, EN, FR
	2015	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière au Danemark	DE, EN, FR
	2014	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière au Danemark	DE, EN, FR
France			
	2016/2017	Étude sur le coût de la production laitière en France (banque de données RICA 2015)	FR
	2013	Étude sur le coût de la production laitière en France (banque de données RICA 2009)	DE, FR
	2013	Brochure sur l'étude sur les coûts	FR

Pays	Année de calcul	Publications disponibles	Traduites en
Allemagne			
	Octobre 2017	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Juillet 2017	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Avril 2017	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Janvier 2017	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Octobre 2016	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Juillet 2016	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Avril 2016	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	Janvier 2016	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	2016	Mise à jour de l'étude sur le coût de la production laitière en Allemagne (banque de données RICA 2014/2015)	DE
	2015	Mise à jour de l'étude sur le coût de la production laitière en Allemagne (banque de données RICA 2013)	DE
	2014	Mise à jour de l'étude sur le coût de la production laitière en Allemagne (banque de données RICA 2012)	DE
	2012	Étude sur le coût de la production laitière en Allemagne (banque de données RICA 2009)	DE, EN, FR
	2012	Brochure sur l'étude sur les coûts	DE, EN, FR
Luxembourg			
	2015	Étude sur le coût de la production laitière au Luxembourg (banque de données RICA 2013)	DE
	2015	Brochure sur l'étude sur les coûts	DE
Pays-Bas			
	Juillet 2017 (à paraître)	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière aux Pays-Bas	DE, EN, FR
	2016	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	2015	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	2014	Fiche descriptive sur le coût de la production laitière en Allemagne	DE, EN, FR
	2013	Étude sur le coût de la production laitière aux Pays-Bas	DE, NL



Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL)

dans le réseau **Die Landforscher**

Heiligenstädter Str. 2

D-37130 Gleichen

Tél. : +49 559 292 7567

E-mail : kj@agrarsoziologie.de

www.landforscher.de